



BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N°12

L'UpM DANS L'ACTION	02
INTERVIEW	11
AGENDA UpM	12

ÉDITORIAL

“Notre région fait face actuellement à des défis graves et complexes d'une ampleur sans précédent. Ces défis, mais aussi les nombreuses opportunités en terme de développement socio-économique et de développement durable, soulignent plus que jamais l'importance de renforcer la coopération régionale en Méditerranée.

Nous mettons en œuvre, en partenariat avec tous les principaux acteurs, des projets et des initiatives ayant un fort impact régional. Nos priorités principales sont l'emploi des jeunes et la croissance inclusive, l'autonomisation des femmes et le développement durable, car ils représentent un immense potentiel humain et économique pour la région.”

L'équipe du Secrétariat général de l'UpM

SAVIEZ-VOUS QUE?



Les ministres du « Dialogue 5+5 » saluent le rôle moteur de l'UpM comme unique enceinte de coopération rassemblant les pays méditerranéens

- Le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée participe à la 12ème Réunion des ministres des Affaires étrangères, accueillie par le Royaume du Maroc en qualité de co-président du Dialogue 5+5, dans la ville de Tanger.
- 100.000 jeunes bénéficient des 16 projets labellisés par l'UpM, sur un total de 33, dans une région dans laquelle près de 30% de la population active jeune est au chômage.



Les ministres des Affaires étrangères du « Dialogue 5+5 » (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal, Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) se sont réunis le 8 octobre 2015. La réunion a porté sur un sujet central pour la région : « *La jeunesse, gage d'une Méditerranée stable et prospère* ».

La [déclaration finale de la conférence ministérielle](#) salue « le rôle moteur de l'Union pour la Méditerranée comme unique enceinte de coopération rassemblant l'ensemble des pays méditerranéens en tant que plateforme de dialogue et de partenariat ». Les Ministres ont souligné « l'importance que le Secrétariat de l'UpM continue de promouvoir des projets concrets

et structurants comportant des retombées positives pour les populations, la croissance et le développement économique et social des pays membres ».

Dans leur déclaration finale, les ministres ont rappelé que « la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et la création d'emploi doivent demeurer une priorité pour les projets menés dans le cadre de la PEV et de l'UpM ». Ils ont salué le démarrage des activités de l'Université Euro-méditerranéenne de Fès, un des projets les plus emblématiques de l'UpM.

L'UpM a orienté son action vers des projets concrets qui ont un impact direct sur les populations, autour de trois domaines: l'emploi des

jeunes et la croissance inclusive, l'autonomisation des femmes et le développement durable. Le Secrétaire général a rappelé le véritable levier du développement de la région : « *La jeunesse est souvent présentée – à tort – comme faisant partie du problème, mais elle est, au contraire, la solution et la réponse aux défis, notamment socio-économiques, de la région* ».

Les projets UpM au profit de la jeunesse

Sur le plan de l'éducation et de la mobilité des étudiants et des chercheurs, l'un des projets les plus emblématiques est l'[Université Euro-méditerranéenne de Fès](#) (UEMF) qui accueillera plus de 6.000 étudiants de la région et offrira un éventail de programmes avec des enseignements transversaux sur les langues et les cultures de la Méditerranée. De la même façon, [le projet HOMERe](#) (*High Opportunity for Mediterranean Executive Recruitment*) promeut la mobilité de stages qualifiés entre plusieurs pays méditerranéens, dans le but de répondre au problème de l'inadéquation des compétences, qui est l'un des principaux obstacles pour le recrutement des jeunes diplômés dans la région.

Sur le plan de l'employabilité, l'**initiative Med4Jobs** mutualise les expériences réussies de renforcement des compétences et d'accompagnement vers l'emploi et contribue à faciliter leur réplication à l'échelle régionale. Parmi ces projets Med4Jobs, le « **Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC)** » vise notamment à améliorer l'employabilité des jeunes vulnérables, ayant abandonné l'école sans obtenir de diplôme, et des diplômés chômeurs. **Maharat MED** cherche à encourager les projets liés à l'employabilité dans le secteur privé en Jordanie, en Palestine, en Égypte et au Maroc, à travers l'emploi, l'entrepreneuriat,

l'éducation et l'engagement des bénéficiaires du projet dans le domaine social et dans des activités au service de la communauté.

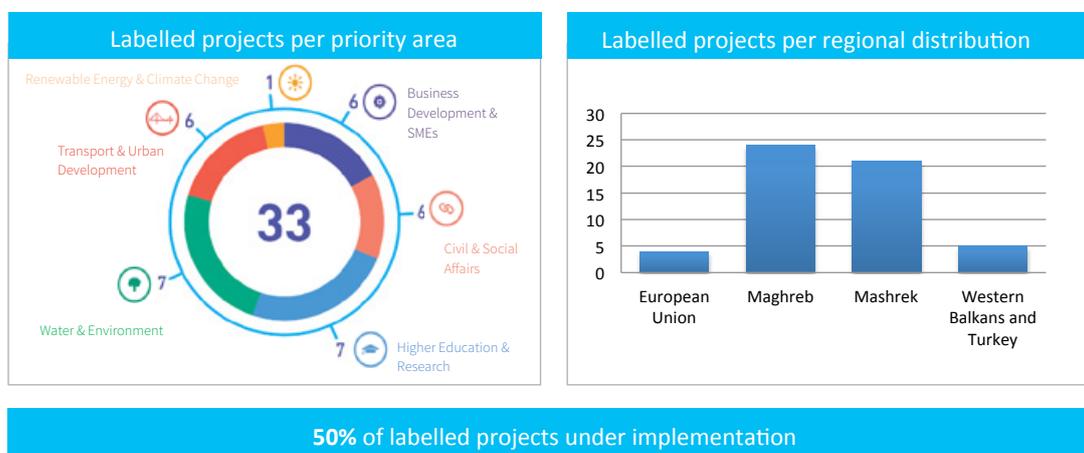
En matière de **création d'entreprises**, l'UpM développe des projets avec plusieurs promoteurs régionaux et internationaux, tels que le projet « **Génération Entrepreneur** », promu par INJAZ Al-Arab, qui vise à rapprocher l'offre et la demande d'emploi en offrant une formation d'entrepreneuriat et des compétences professionnelles à des centaines de jeunes en Tunisie, en Algérie et au Maroc ; de même, le projet mené avec **CEED Maroc et en Tunisie**, soutient la croissance de près de 300

entreprises gérées par des femmes.

En matière d'**autonomisation des femmes**, **10 projets** visant la formation, le leadership, l'entrepreneuriat ou l'éducation au profit de **50.000 bénéficiaires** ont été mis en œuvre. Le projet « **jeunes femmes créatrices d'emploi** » (AFAEMME) vise à promouvoir l'auto-entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise chez plus de 2.000 jeunes femmes universitaires, au Maroc, en Espagne et en Tunisie. L'UpM a lancé d'autres projets notamment dans les domaines de la **citoyenneté** (IDEABORN), du **leadership** (Science Po), et de la **formation professionnelle** (AMIDEAST).

L'Union pour la Méditerranée présente son bilan pour 2014-2015 : 33 projets labélisés dans toute la région pour une valeur de plus de 5 milliards d'Euros

- L'organisation présente le rapport d'activité annuel au Parlement européen.
- Le Secrétaire général de l'UpM a souligné l'importance des enjeux sécuritaires et socio-économiques de la région. Les défis liés à l'immigration clandestine, l'emploi des jeunes et la faiblesse de la croissance concernent autant l'UE que les pays du Sud car il s'agit d'enjeux partagés par l'ensemble des pays de la région et qui nécessitent des réponses régionales.



Le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), M. Fathallah Sijilmassi, a été invité par la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen (AFET) à Bruxelles en vue de présenter le [rapport d'activité annuel du Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée](#). Sous la conduite du Président de la Commission AFET, M. Elmar Brock, cette réunion a réuni plusieurs députés européens membres de la Commission et représentants de différents groupes politiques.

À l'occasion de cette réunion, M. Fathallah Sijilmassi a exposé les grands axes des activités du Secrétariat Général de l'UpM durant l'année 2014 en mettant en exergue l'intensification des rencontres de haut niveau, le développement de nouveaux projets stratégiques et le renforcement des liens entre les acteurs publics et privés des pays de la Méditerranée.

M. Sijilmassi a précisé que « l'UpM, sous l'impulsion de la co-présidence, de l'UE et de la Jordanie, et en coordination

avec l'ensemble des partenaires de la région, a contribué au développement de la coopération régionale en Méditerranée à travers la relance du dialogue politique et des conférences ministérielles répondant aux enjeux majeurs qui se posent pour la région. Cette année a été également l'occasion de développer et d'accélérer la mise en œuvre de nouveaux projets régionaux clés sur le plan socio-économique et stratégique : 33 projets régionaux labélisés pour une valeur de près de 5 milliards d'Euros ». Ces projets concernent la croissance inclusive, l'employabilité des jeunes, le renforcement de l'autonomisation des femmes, la promotion de la mobilité des étudiants, mais encore le développement urbain intégré ou le développement durable.

L'UpM a également contribué à structurer l'activité régionale à travers le renforcement des liens entre les acteurs de la région en organisant des réunions et des rencontres de haut niveau ayant rassemblé plus de 3000 représentants de gouvernements, des

organisations internationales et des institutions financières, du secteur privé, de la société civile, des parlementaires et des élus locaux.

Tout en mettant l'accent sur les nombreuses opportunités existantes, F. Sijilmassi a également souligné que la région doit faire face à des défis importants sur les plans sécuritaires et socio-économiques. L'immigration clandestine, le terrorisme, les extrémismes mais également l'emploi des jeunes, la faiblesse de la croissance et le changement climatique sont autant de défis partagés par l'ensemble des pays de la région et qui nécessitent des réponses urgentes, collectives et régionales.

« Il y a aujourd'hui urgence pour mobiliser tous les efforts politiques, institutionnels et financiers pour faire de 2015 une année au cours de laquelle se consolide et s'accélère la dynamique de coopération régionale afin de pouvoir traiter collectivement, efficacement et durablement les nombreux défis qui se posent en Méditerranée », a-t-il estimé.

L'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) promeut un investissement de 5 milliards d'euros réparti sur plus de 20 projets urbains dans la région

- Les projets favoriseront directement le développement de zones urbaines durables dans neuf pays des côtes méridionale et orientale de la Méditerranée.
- Selon la Banque européenne d'investissement, les infrastructures urbaines de la région requerront un investissement de 60 milliards d'euros au cours des 20 prochaines années.

L'Union pour la Méditerranée (UpM) a lancé le programme d'assistance technique dans le cadre de l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI), avec le soutien de la Commission européenne (financement de 5 millions d'euros) et en collaboration avec des institutions

financières internationales et des bailleurs de fonds.

L'objectif de l'UPFI est d'identifier et de sélectionner des projets de développement urbain durables et innovants offrant des solutions basées sur une approche ascendante,

reproductibles à l'échelle régionale et répondant aux énormes défis du développement urbain auxquels la région doit faire face suite à l'importante mutation démographique qui s'y est produite (exode rural au profit des zones urbaines). La première phase de l'Initiative consistait à

sélectionner des projets et à définir l'assistance technique requise. La deuxième phase se penchera, quant à elle, sur la mise en œuvre de ces assistances techniques en vue de garantir la réglementation et la viabilité financière des projets par des institutions financières internationales.

À ce jour, l'UPFI a identifié 24 projets répartis sur sept pays des côtes méridionale et orientale de la Méditerranée. Le total de ces initiatives correspond à un investissement de 5 milliards d'euros, qui sera financé par les institutions financières internationales qui opèrent en région euroméditerranéenne. Cela signifie que l'investissement total promu par l'Initiative (UPFI) s'élève désormais à 8 % des besoins régionaux en matière d'investissement tels qu'ils ont été évalués par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour les 20 prochaines années. Selon cette institution financière, un investissement de 60 milliards d'euros dans le domaine des infrastructures urbaines sera en effet nécessaire dans le bassin méditerranéen au cours de cette période.

UPFI : FAIRE FACE AUX DÉFIS URBAINS RÉGIONAUX



En 2050, la population de la région aura doublé (646 millions d'habitants) par rapport à celle de 2010 (357 millions). De plus, à l'horizon de 2030, près de 80 % de la population des pays méditerranéens sera concentrée sur 10 % du territoire – essentiellement dans les zones côtières urbaines. La région euro-méditerranéenne fait donc face à une mutation démographique importante, caractérisée par une urbanisation rapide, ce qui constitue un défi régional majeur requérant des solutions collaboratives, des approches régionales et des partenariats public-privé.

L'UPFI est l'un des piliers de la stratégie euro-méditerranéenne de développement urbain durable, comme mentionné dans la déclaration de la [première Conférence ministérielle de](#)

[l'UpM sur le développement urbain durable](#), qui s'est tenue à Strasbourg le 10 novembre 2011. L'initiative a été lancée pendant la [réunion des hauts fonctionnaires le 7 avril 2014](#), et a reçu l'approbation des représentants des 43 pays membres de l'UpM.

Sous l'égide du Secrétariat de l'UpM, l'UPFI est gérée par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec le soutien de la Commission européenne. La banque de développement KfW, la Caisse des Dépôts (CDC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Coopération finlandaise sont étroitement associées, tandis que d'autres IFI et investisseurs ont exprimé leur intérêt.

PROJETS URBAINS LABÉLLISÉS PAR L'UPM

Jusqu'à présent, **trois projets ont déjà été labellisés par l'UpM** et un nouveau pourrait le devenir dans le Machrek au cours des prochains mois. La labellisation signifie non seulement le soutien des membres de l'UpM mais également le soutien technique et l'accès au financement.

- [Projet de rénovation urbaine d'Imbaba \(100 millions d'euros\)](#): Ce projet vise à renforcer l'intégration

d'Imbaba, l'une des zones urbaines les plus peuplées et les moins aménagées d'Égypte, au sein de la ville du Caire, en offrant à ses 700 000 habitants des équipements, des services et des infrastructures de base.

- [Projet Sfax Taparura \(403,2 millions d'euros\)](#): Sfax est la deuxième plus grande ville de Tunisie et le centre industriel et commercial le plus important du pays. Après la dépollution de la côte nord, contaminée par l'industrie du phosphate, le projet prévoit la

réhabilitation de ses plages et la création de 420 hectares de terre pour étendre la région métropolitaine.

- [Projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg \(394 millions d'euros\)](#): Dans le but de garantir à la fois la diversité sociale et le développement durable, ce projet développera, au Maroc, de nouveaux quartiers professionnels et résidentiels, des services et des espaces publics tels qu'un hôpital métropolitain et la réhabilitation de Chellah, parmi d'autres actions environnementales.

La BERD s'unit au nettoyage environnemental du lac de Bizerte

La BERD financera la réhabilitation des équipements de traitement des eaux usées pour un montant de 20 millions d'euros.



La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) se joint aux efforts internationaux visant à nettoyer le lac de Bizerte en Tunisie en octroyant un prêt de 20 millions d'euros et en offrant une assistance technique afin de soutenir l'agrandissement et la réhabilitation du réseau d'assainissement de la région de Bizerte ainsi que la remise en état de trois stations d'épuration des eaux usées situées près du lac.

L'investissement de la BERD fait partie d'un programme environnemental intégré visant à dépolluer le lac de Bizerte et à réduire les sources de

pollution grâce à des investissements dans le traitement des eaux usées, des effluents industriels et des déchets solides. Ce programme est labellisé par l'Union pour la Méditerranée et s'inscrit dans l'Initiative Horizon 2020, dont le but est de réduire la pollution en Méditerranée d'ici à 2020. La Banque européenne d'investissement accorde un prêt souverain de 40 millions d'euros au programme tandis que la Facilité d'Investissement pour le Voisinage de l'Union européenne y contribue à hauteur de 15 millions d'euros, soit un montant correspondant à la fois aux dépenses en capital et à la coopération technique. Le lac de Bizerte est relié à la

Méditerranée par un chenal de 7 km et se trouve à proximité immédiate des ressources naturelles terrestres et des fonds marins. Près de 400 000 personnes vivent dans la région de Bizerte qui lui est contigu. L'amélioration de la qualité de l'eau aura également un impact positif sur le développement du tourisme et de l'aquaculture.

La labellisation octroyée par l'UpM en octobre 2013 constitue une reconnaissance pour ce projet phare qui pourrait inspirer d'autres promoteurs et institutions dans la région, principalement grâce à son grand impact potentiel sur la réduction de la pollution et au dialogue exemplaire mis en place avec les acteurs locaux. Le secrétariat de l'UpM travaille, en étroite collaboration avec les autorités tunisiennes, sur une méthode coopérative permettant de garantir une gestion environnementale sûre du lac impliquant toute une série de parties prenantes allant des organismes publics aux acteurs privés et ONG.

La première phase du projet MedNC en Tunisie est en cours de finalisation et son élargissement en Espagne et en Egypte est en préparation

• Dans le cadre du projet MedNC, l'Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises (ISCAE), organisme rattaché à l'Université de la Manouba, finalise la première édition du programme ISCAE Nouvelle Chance. Le projet pourrait également être étendu à l'Espagne, par l'intermédiaire d'Innovation et Economie sociale en Méditerranée (lesMed).

Le projet Réseau méditerranéen Nouvelle Chance (MedNC), piloté par

l'Office de Coopération Économique pour la Méditerranée et l'Orient

(OCEMO), en partenariat avec l'École de la Deuxième Chance de Marseille



(E2C Marseille) et l'Agence Française de Développement (AFD), achève sa première phase. L'objectif du projet est de construire un réseau de dispositifs accrédités « Nouvelle Chance » pour l'intégration professionnelle et sociale des jeunes exclus du marché du travail. Ciblants les jeunes qui ont quitté le système scolaire sans qualification ainsi que les jeunes diplômés au chômage, le projet est spécialement adapté au contexte et aux besoins des pays du sud de la Méditerranée (à ce stade, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) et s'inspire du modèle pédagogique déjà éprouvé de l'E2C -Marseille.

Dans le cadre du projet MedNC, l'Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises (ISCAE), rattaché à l'Université de la Manouba, conclut la première édition du programme ISCAE Nouvelle Chance. La formation a duré six mois et a impliqué 17 professeurs, 15 formateurs volontaires et un groupe de **22 étudiants**, dont 5 ont déjà trouvé un emploi et 8 ont prolongé leur stage jusqu'en septembre. Profitant de cette expérience réussie, les promoteurs du projet étudient désormais la possibilité d'étendre le programme à d'autres établissements liés à l'Université de la

Manouba ainsi qu'à d'autres universités et écoles techniques tunisiennes.

En vue d'élargir la portée géographique du projet, des opportunités de collaboration ont été identifiées entre l'E2C Marseille et quelques centres d'intégration au marché de l'emploi destinés aux jeunes, avec le soutien d'iesMed, la plate-forme méditerranéenne qui offre ses services à l'économie sociale et solidaire. Début juillet, l'E2C Marseille a reçu la visite de *CEPS Projectes Socials* et de la *Fundació Privada el Llindar* avec lesquels elle pourrait développer un réseau espagnol des E2C.

Les promoteurs du projet ont également établi des contacts préliminaires avec des organisations égyptiennes. Plusieurs réunions de travail composées de représentants institutionnels, du secteur privé et de la société civile (Alexandrian Business Association et la Chambre de commerce française à Alexandrie) se sont tenues fin du mois de juillet.

Sciences Po Paris assure un programme de formation de haut niveau à des jeunes femmes actrices du changement de la rive Sud de la Méditerranée

- Le projet de l'UpM « Femmes d'avenir en Méditerranée » s'adresse à 22 jeunes femmes issues de la rive sud de la Méditerranée, dans le but d'améliorer leurs qualités de direction et leurs compétences en matière de genre.
- Le projet a été lancé en présence de Mme Annick Girardin, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, de Mme Pascale Boistard, Secrétaire d'État chargée des Droits des femmes, de Mme Elisabeth Guigou, Présidente de la Fondation Anna Lindh, et de la Secrétaire générale adjointe de l'UpM, Mme Delphine Borione.

Labellisé par les 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le 24 mai 2015 à Amman, en Jordanie, le projet FAM « Femmes d'avenir en Méditerranée », d'une durée de trois

ans, vise à renforcer les compétences des jeunes femmes issues des pays du sud de la Méditerranée au travers d'un programme de formation intensif portant sur la

problématique de l'égalité des sexes. Ce projet a également pour objectif de développer un réseau euro-méditerranéen afin de promouvoir l'égalité homme-femme.



Soutenu par les autorités françaises (ministère des Affaires étrangères et du Développement international, et ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes) en partenariat avec l'UpM, ce programme mis en œuvre par Sciences Po Paris se tient à Paris et à Strasbourg, du 1^{er} au 13 juin 2015.

Au total, 22 jeunes femmes actrices

du changement issues de la société civile, du monde politique, de l'entreprise, de la culture ou des médias ont été sélectionnées parmi les 800 candidatures reçues, selon des critères considérant leurs parcours, leurs connaissances et leur volonté de promouvoir l'égalité entre les sexes dans leur domaine d'activité respectif. Cette première promotion a participé à divers ateliers et réunions où des

personnalités, des chercheurs et des experts de haut niveau ont partagé leurs expériences. Le programme de formation adopte une approche globale et multidisciplinaire des questions liées au genre, comprenant des cours d'économie, de droit, de philosophie, de sciences politiques, de sociologie, d'histoire, de psychologie, etc.

D'ici 2016, 66 jeunes femmes vont bénéficier de ce programme.

Le projet FAM contribue à la mise en œuvre de la conférence ministérielle de l'UpM « Renforcement du rôle des femmes dans la société » (Paris, septembre 2013) et intègre la stratégie globale du Secrétariat de l'UpM visant à promouvoir des projets concrets concernant l'autonomisation des femmes et l'égalité homme-femme dans la région euro-méditerranéenne.

La région euro-méditerranéenne nécessite des actions urgentes et pragmatiques de la part des acteurs interculturels et religieux pour faire face aux défis dans la région

• Des institutions mandatées pour le dialogue et la coopération interculturelle, des représentants religieux et des organisations interreligieuses coopèrent en vue d'établir des relations pour une entente mutuelle au sein de la région euro-méditerranéenne.

• Les participants ont accueilli cette réunion comme une excellente opportunité de sensibiliser sur l'importante contribution que le dialogue interculturel et interreligieux peut apporter à la paix et à la sécurité dans la région.

Faire du dialogue interculturel et interreligieux un puissant outil au service de la stabilité et de la paix, pour lutter contre l'intolérance et l'extrémisme tout en maintenant les valeurs de la coexistence pacifique et d'entente mutuelle. C'est en partant de ce principe que 80 représentants

des institutions en charge du dialogue et de la coopération interculturelle, des organisations interreligieuses, des autorités religieuses et des personnalités de premier plan se sont réunis les 22 et 23 juillet au siège de l'Union pour la Méditerranée, à Barcelone.

La conférence s'est tenue à l'initiative du ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, M. José Manuel García-Margallo, en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Centre international du roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud pour le dialogue interreligieux et

interculturel (KAICIID), l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC), la Fondation Anna Lindh (FAL) et l'Union européenne (UE) et s'inscrit dans le cadre du 20e anniversaire du Processus de Barcelone et de la discussion en cours au sujet de la révision de la politique européenne de voisinage (PEV).

La réunion a constitué une opportunité unique d'identifier et d'évaluer les outils, les instruments et les institutions conçus pour favoriser le dialogue interculturel et interreligieux déjà existants, de faire du dialogue interculturel et interreligieux un objectif clé de l'approche politique multilatérale renouvelée en Méditerranée, ainsi que d'établir une feuille de route à suivre impliquant des institutions majeures, en vue d'une stratégie partagée concernant le dialogue interculturel et interreligieux.

À la suite des discussions qui ont eu lieu pendant la réunion, les institutions partenaires ont élaboré un document de conclusions, soulignant la nécessité de répertorier les actions existantes ayant fait leurs preuves dans le cadre du dialogue interculturel et interreligieux. Ils ont également admis que le principal défi est d'augmenter l'impact des initiatives existantes. Des actions et programmes ont été sélectionnés pour être appliqués dans trois domaines d'action : l'éducation, les médias et la jeunesse. Lors de la réunion, ils se sont engagés à créer un réseau et à renforcer la coordination des mécanismes pour les institutions actives au sein du dialogue interculturel, à élaborer un réseau de centres névralgiques et à établir une feuille de route pour les activités futures s'appuyant sur un agenda commun et sur un calendrier d'initiatives pour les années à venir. Cette feuille de route comprend un programme d'action avec des activités pour chaque institution.



José Manuel García-Margallo, ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération a souligné que « *le rôle du dialogue interculturel et interreligieux doit être renforcé pour devenir un outil permettant la prévention et la résolution de conflits, ainsi que la médiation. C'est ce qui rendra les institutions performantes. Il est urgent de passer d'une culture réactive à une culture de prévention* », a-t-il conclu.

« *Les défis de la région tels que le terrorisme, les tendances extrémistes ou le drame humanitaire de l'immigration en Méditerranée confirment le besoin d'adopter des actions collectives renforcées et une approche globale. La consolidation du dialogue interculturel et interreligieux, le renforcement de l'intégration et le rapprochement des sociétés civiles sont plus importants que jamais pour créer un espace commun de solidarité et de stabilité au sein de la région euro-méditerranéenne* », a souligné **M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'UpM.**

Les jeunes du nord et du sud de la Méditerranée sont les premières victimes du chômage, de l'instabilité sociale et des tendances extrémistes, mais sont également des atouts non exploités en ce qui concerne la promotion du dialogue interculturel. Les participants ont discuté sur la manière de renforcer le rôle des jeunes et des femmes en collaborant avec les institutions afin d'impliquer la société

dans les stratégies de coopération politique.

« *Étant donné que l'UE et ses partenaires du sud ont entrepris de rééquilibrer les relations, nous appelons aujourd'hui à reconsidérer les relations en les axant sur la culture et à établir une première stratégie globale concernant le dialogue interculturel en Méditerranée. Avec son réseau de plus de 4 000 acteurs de la société civile, la Fondation Anna Lindh est prête à jouer son rôle afin de garantir que cette stratégie s'appuie sur une approche ascendante, en plaçant les jeunes de la région au cœur du dialogue, pour contrer les propos extrémistes et les "affrontements nés de l'ignorance"* », a précisé **Mme Elisabeth Guigou, Présidente de la Fondation Anna Lindh.**

Faisal Bin Abdulrahman Bin Muaammar, Secrétaire général du KAICIID, a conclu que « *nous pouvons trouver une solution à la radicalisation, qui conduit au déracinement et à l'extrémisme violent, grâce au dialogue interculturel et interreligieux, mais également par le biais d'approches pratiques et proactives, par exemple en développant la confiance entre les différentes communautés et en promouvant des partenariats collaboratifs, transnationaux et durables qui prennent en compte notre intérêt commun pour la paix et la sécurité* », a souligné **M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut représentant de l'UNAOC.**

Formation et création d'emploi pour les jeunes dans la région euro-méditerranéenne: priorités des ministres de l'Emploi de l'UE et du Maghreb

- La présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE pour le 2e semestre de l'année 2015 organise une réunion informelle rassemblant les ministres de l'Emploi et les partenaires sociaux de l'UE, ainsi que leurs homologues maghrébins (d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie) afin de s'attaquer au problème du chômage des jeunes, un défi politique, économique et social majeur au sein de la région.
- Une réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'Emploi est prévue pour 2016.



Identifié comme un défi politique, économique et social majeur, le chômage des jeunes au sein de la région euro-méditerranéenne a été au cœur des discussions de la réunion informelle rassemblant les ministres de l'Emploi et les partenaires sociaux de l'UE, ainsi que leurs homologues maghrébins (d'Algérie, du Maroc et de Tunisie), organisée le 16 juillet dernier par la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

Aux côtés des 20 ministres présents, le Secrétariat de l'UpM, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement, le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation internationale du travail ont participé à la réunion ministérielle informelle.

Lors de son intervention, M. Claudio Cortese, Premier Secrétaire général

adjoint de l'Union pour la Méditerranée, a souligné : « *S'attaquer au chômage et à l'intégration économique et régionale des jeunes constitue un enjeu majeur pour la région. Ainsi, les actions concrètes, les résultats tangibles sur le terrain et les projets ayant un impact réel sur le bien-être des citoyens sont d'une importance capitale. [...] Pour cette raison, il est essentiel que tous les différents acteurs, initiatives et schémas de coopération en place dans la région agissent de manière coordonnée. Il nous faut donc utiliser au mieux les synergies et les complémentarités de tous les acteurs concernés* » a-t-il conclu.

Au cours des différentes séances, les acteurs ont analysé la dimension sociale dans le cadre de la gouvernance de l'UE, les politiques et les programmes visant à répondre au problème du chômage des jeunes et de la création

d'emploi dans la région ainsi qu'une initiative proposée par la présidence luxembourgeoise portant sur l'emploi des jeunes grâce à la formation professionnelle dans les pays du Maghreb.

La réunion fait suite au mandat de l'UpM consistant à agir sur l'emploi, l'employabilité et le travail décent dans la région. Dans ce cadre, le Secrétariat de l'UpM a développé son [initiative phare Med4Jobs](#) en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes, de combler l'écart entre la demande et l'offre en termes d'emplois, et de favoriser une culture de l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé dans la région. Il s'agit d'une initiative transsectorielle, née du besoin d'une initiative régionale intégrée dans le domaine de la création d'emploi, qui se traduit par un programme de projets et une plateforme pour l'emploi.

Depuis le début de la crise économique mondiale, les perspectives d'emploi pour les jeunes n'ont cessé de se détériorer partout dans le monde, dans les pays industrialisés, comme dans les pays en transition et en développement. Avec une moyenne qui dépasse le 28 % de jeunes actifs au chômage, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les régions qui affichent le taux de chômage jeune le plus élevé.

INTERVIEW

L'UpM interviewe Youssef Barghane

Youssef Barghane est un jeune étudiant marocain, bénéficiaire du programme labellisé par l'UpM «HOMERe – Haute Opportunité en Méditerranée pour le Recrutement de cadres d'excellence».



UpM: Quelle est pour vous la valeur ajoutée d'un programme de stages euro-méditerranéens comme HOMERe?

Youssef Barghane (Y.B.): La valeur ajoutée de HOMERe est de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences, les méthodes, les savoir-faire professionnels nécessaires pour travailler en équipe avec des collaborateurs de nationalité et de culture différentes.

Du point de vue de l'entreprise, ce type de stage apporte une véritable valeur ajoutée en termes d'industrialisation et de productivité car elle permet à des ingénieurs d'origine, de culture, de langue différentes de travailler en confiance sur un même projet et ce, quelque soit la localisation géographique de leur lieu de travail.

De plus, ce programme permet de réduire la distance culturelle qui

peut exister entre les différents collaborateurs d'un projet dont l'équipe est répartie sur plusieurs pays.

UpM: En quoi pensez-vous que HOMERe représentera un coup de pouce pour votre insertion professionnelle à votre retour au Maroc?

Y.B.: Le stage HOMERe m'offrira la possibilité, à l'issue de mon stage, de continuer à travailler sur le même projet, mais cette fois-ci en tant qu'employé de CGI Maroc. L'atout majeur de ce programme est donc de faciliter mon insertion professionnelle dès mon retour au Maroc. Ce stage me permettra également de prendre plus rapidement des responsabilités au sein de CGI Maroc par rapport aux autres ingénieurs marocains n'ayant pas eu la chance d'être immergé professionnellement pendant 6 mois en France.

UpM: Quelle est la valeur ajoutée de votre profil pour l'entreprise ?

Y.B.: Le projet sur lequel j'effectue mon stage a la particularité d'être réalisé en partie en France et en partie au Maroc dans le cadre d'une équipe « étendue » répartie entre la France et le Maroc.

L'objectif principal de CGI dans le cadre de mon stage est de me faire monter en compétences techniques, fonctionnelles et organisationnelles

sur un projet précis et de me faire acquérir un maximum d'expérience pour que je puisse être autonome pour continuer à travailler sur ce même projet à mon retour au Maroc.

En résumé, la véritable valeur ajoutée pour CGI réside dans ma double culture marocaine et française que j'ai pu renforcer d'un point de vue professionnel lors de mon stage à CGI Toulouse.

« À l'issue de mon stage et une fois rentré au Maroc, j'aurai la possibilité de continuer à travailler dans la même entreprise, mais cette fois-ci en tant qu'employé. »

UpM: Pouvez-vous nous rappeler votre parcours ?

Y.B.: Après avoir obtenu mon baccalauréat option science mathématique, j'ai intégré l'École Nationale des Sciences Appliquées (ENSA) d'Agadir Maroc où j'ai effectué deux ans en cycle préparatoire intégré et deux ans en cycle d'ingénierie informatique.

J'ai ensuite candidaté pour effectuer ma dernière année de formation en

France, en 2ème année de Master « Développement à l'Offshore des Systèmes d'Informations » à l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) de Brest. Ce Master fait partie du réseau OTI « Offshoring des Technologies de l'Information » qui dépend désormais du programme [HOMERe « Haute Opportunité en Méditerranée pour le Recrutement de cadres d'excellence »](#).

L'objectif de réseau OTI, regroupant 11 établissements universitaires, est de proposer une mobilité de formation d'un an en France. Ce programme de mobilité de 13 mois comprend 7 mois de formation à Brest suivis d'une 1ère expérience professionnelle via un stage de fin d'études de 6 mois en France, pour ensuite mobiliser les compétences et l'expérience acquises au profit

d'une entité au Maroc de l'entreprise d'accueil en stage en France. Le stage de fin d'études nous permet de devenir opérationnel dans un contexte « projet » sur lequel nous allons continuer à travailler dans la même entreprise lors de notre retour au Maroc.

Plus d'information sur le programme

Dans l'optique de combler le fossé existant dans le marché du travail, l'UpM développe plusieurs leviers du côté de la demande (création d'emploi) comme de l'offre (employabilité et recrutement) : soutenir le développement des compétences; impulser l'employabilité des jeunes moyennant la stimulation de l'entreprenariat et la reconversion des

demandeurs d'emploi en des créateurs d'emploi; développer la formation professionnelle, les politiques d'enseignement supérieur et la mobilité des étudiants à travers la région ; renforcer les liens entre l'éducation et les entreprises ; et mieux adapter l'offre éducative et de formation aux besoins des marchés locaux.

Le projet « [HOMERe – Haute Opportunité en Méditerranée pour le](#)

[Recrutement de cadres d'excellence](#)

labellisé par l'UpM promeut la mobilité de stages entre les pays méditerranéens. Il vise les étudiants en dernière année d'études avec un excellent profil et n'ayant pas encore obtenu leur diplôme dans l'objectif de faciliter la transition de l'école aux premiers postes qualifiés dans leur pays, dans une région où l'emploi des jeunes augmente souvent avec le niveau d'éducation.

AGENDA

4-7/11/2015 [Semaine Économique de la Méditerranée - Marseille](#)

11/11/2015 [Employabilité des jeunes : Mise en œuvre en Espagne du programme Réseau méditerranéen nouvelle chance](#)

17/11/2015 [Développement durable : Réunion ministérielle de l'UpM sur l'Économie Bleue](#)

25-27/11/2015 [Semaine méditerranéenne des leaders économiques - Barcelone](#)

26/11/2015 [UpM Conférence Annuelle](#)

1/12/2015 [Employabilité des jeunes : lancement officiel de l'initiative du Luxembourg](#)

7-8/12/2015 [2015 Conférence de Paris sur le changement climatique](#)